



**Syndicat Unitaire des Personnels
des Administrations Parisiennes**

6 rue Pierre Ginier 75018 Paris / tél.: 01 44 70 12 80 / mail : syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE **PARIS**

1^{er} mai : Olympiades des mobilisations !

Manifestation 14h Place de la République

Les JO de la régression de la sociale et démocratique

Les JO c'est un déluge d'investissements qui pour l'essentiel profitera aux sponsors privés et au sport business.

Les prix des tickets d'entrée sont inaccessibles au plus grand nombre (jusqu'à 9 500 euros la place pour la cérémonie de lancement).

Tony Estanguet, président du Comité d'Organisation des JO (dont la Ville de Paris est membre du Conseil d'Administration), touche 270 000 euros par an.

Le coût total de l'organisation des JO dépasse les 9 milliards d'euros.

Après une estimation de 10,7 milliards d'euros, les économistes mettent désormais en avant une fourchette de 5,5 à 8,8 milliards de retombées économiques, moins que le coût des JO !

Les JO, ce sont aussi des reculs sociaux, démocratiques ou à des atteintes à l'environnement :

- **Chasse aux SDF, aux mal logé.es, aux travailleurs sans-papiers** que l'on veut transférer des rues parisiennes, des hébergements d'urgence ou des hôtels sociaux vers les régions limitrophes (le temps des JO).

Les associations humanitaires se voient interdire les points habituels de distribution de nourriture ou de produits d'hygiène ou connaissent des difficultés inédites à se maintenir dans leurs locaux.

Le ministre de l'intérieur a lancé un plan « Zéro délinquance » visant à éradiquer la « délinquance de physionomie » (vendeurs ambulants...) avec des moyens considérables :

Près d'un millier de caméras supplémentaires financés par la Ville et l'Etat (Il y en a déjà 5 000 caméras à Paris), mise en place de vidéosurveillance algorithmique, déploiement de 30 000 policiers, recrutement de 380 magistrats supplémentaires et extension de pouvoirs de police à des agents de sécurité privés...

Des transferts de détenus ont lieu vers la Normandie ou la Champagne pour libérer des places de prison en Ile de France, plusieurs nouveaux centres de retentions administrative (placement en détention sans décision de justice) pour les étrangers sont ouverts dans plusieurs régions.

Le gouvernement organise la chasse aux sans-papiers alors que sur les chantiers des JO, des entreprises sous-traitantes exploitent des milliers d'entre eux, des travailleurs qui travaillent dans les pires conditions, parfois 7 jour sur 7. De nombreux accidents de travail ont lieu, il y a eu des morts.

- **Étudiant.es que l'on expulse** de leurs résidences universitaires pour loger les délégations.

- Recrutement de **45 000 bénévoles qui travailleront quotidiennement sans être payé.es**

France Travail (ex Pôle emploi) a largement participé à orienter des chômeurs.euses vers ce travail gratuit !

- Des **impacts environnementaux** pour le grand Paris (destruction de jardins ouvriers à Aubervilliers, construction de nouvelles bretelles autoroutières près d'écoles...).
- Dans les écoles parisiennes, des séjours d'été et sorties espace nature supprimés, privant des enfants de leurs seules vraies vacances et participant à l'engorgement des centres de loisirs, des équipements sportifs et des bibliothèques.

Les élèves pourront se consoler avec la pièce de 2 euros spécialement éditée par la monnaie de Paris, pour un coût de plusieurs millions d'euros.

- **La dégradation des conditions de transport**

Alors que faute d'investissements à la hauteur, le manque de personnel entraîne une dégradation du réseau de transports en commun par défaut d'entretien du matériel (en dix ans, on est passé de 2 000 à 1 000 personnes pour gérer la maintenance) la situation risque d'être très difficile pendant les JO : avec 3 millions de touristes supplémentaires, des zones fermées à toute circulation, 185 km de « voies olympiques » réservés aux véhicules accrédités pour transporter athlètes, journalistes, et officiels, une désorganisation des transports en commun est sérieusement envisagée....

A la Ville de Paris, 1 500 euros pour tous.tes !

Anne Hidalgo refuse d'accorder une prime exceptionnelle à tous.tes les agent.es présentes pendant les JO !

Pourtant tous les personnels vont être impactés, même celles et ceux qui ne seront pas directement mobilisé.es par des missions supplémentaires (difficultés dans les transports, fréquentation en hausse pour certains sites ouverts au public, des collègues volontaires pour les JO qui ne seront pas dans leur service). La Ville n'envisage qu'une prime au mérite liée au niveau de participation à la préparation, à l'organisation et à la participation au bon déroulement des JO avec des paliers compris entre 600 et 1 900 euros sans que les directions, les corps et les personnes concernées ne soient encore définies !

Le SUPAP-FSU revendique 1 500 euros pour tous.tes et une majoration pour celles et ceux impliqués dans des missions supplémentaires.

Le SUPAP-FSU s'adresse à nouveau à tous les syndicats de la Ville pour construire ensemble une mobilisation visant à défendre nos droits (aux congés, à de bonnes conditions de travail) et gagner des recrutements et une prime exceptionnelle.